

# Compte rendu de l'A.G. du 27/04 :

l) :

## a) Compte rendu de la semaine :

Mardi 21/04 : Tractage dans l'Université et à Saint Etienne.

Conférence de Presse.

Mercredi 22/04 : Réunion CEVU.

Tractage + appel à la manifestation du Jeudi.

Réunion publique.

Jeudi 23/04 : Réunion CEVU.

Manifestation avec environs 250 personnes.

Vendredi 24/04 : Tractage.

Manifestation de Droite : c'est déambuler dans la ville à pied, pour notre cas en respectant bien les passages piétons, et les feux piétons et en restant sur le trottoir. Avec des slogans bien sûr assez caricaturaux mais cela permet d'interpeller les passants et autour de la manifestation il y a des personnes qui tractent et qui expliquent en général que c'est une fausse manifestation. Donc Vendredi ça a bien fonctionné, et au passage nous remercions certains et certaines étudiant-e-s de L3 Droit qui, en réagissant avec intelligence et un calme qui ne se démentent pas, ont illustré à merveille un des slogans scandé pendant la manifestation qui disait : " A bas le second degré". Merci à eux.

## b) Situation Metare :

STAPS : deux journées banalisées.

Métare : A.G. informative.

Grève reconduite jusqu'à la fin de l'année en illimitée.

Parvis décorer avec les tracts de l'enseignement catholique.

## c) CEVU :

Voir proposition CEVU.

Assemblée Générale personnel le 28/04 : en vu de la validation de l'année, de la reprise du dialogue, des propositions de la Présidence et un démarrage du mouvement très tôt à Saint Etienne, cependant le personnel prend ses responsabilités et si les textes ne sont pas retirés avant le mois de Juin les Jurys ne seront pas tenus.

La Présidence de l'Université démontre une ouverture avec la proposition de deux demi-journées de mobilisation ou une journée complète (décrétée par la Présidence, donc elle prend part elle-même au mouvement vis-à-vis de l'UJM mais aussi du ministère), donc les conditions de mise en oeuvre d'un dispositif pédagogique sont réunies.

## d) Mobilisation nationale :

Ce mouvement se doit de triompher!

Ce mouvement de la communauté universitaire contre la LRU et les lois Pécresse est historique. Historique, car il s'inscrit dans la durée. Historique car il ose s'opposer à un gouvernement qui entend mettre à bas les fondamentaux de l'université. Historique, de par la détermination de la communauté universitaire à lutter pour une autre université, laïque, indépendante des pouvoirs économique et politique, accessibles à toutes et à tous.

L'université de Saint-Etienne n'a jamais connu de mouvement aussi long depuis sa création. Pourquoi ? Tout simplement car ce sont ses objectifs originels qui sont mis en péril ! L'université de Saint-Etienne se voulait une université pluridisciplinaire de proximité ! Demain elle ne sera plus qu'un collège universitaire dépendant de l'université de Lyon. L'université de Saint Etienne se voulait le siège d'une recherche indépendante des intérêts privés ! Du fait de la LRU, le groupe CASINO est entré de plein pied au conseil d'administration...

Quelques exemples d'universités en lutte dont les médias ne parle pas :

Petite université, elle aussi menacée par les réformes Pécresse, est en grève depuis le 17 février et bloquée depuis plus de 10 semaines ! La dernière AG étudiante en date du 16 avril a reconduit le blocage à plus de 70% des votants !

En grève depuis le début du mois de février et bloquée, début mars ! De nombreuses manifestations et occupations de bâtiments officiels : présidence de l'université, rectorat...Projet de création d'une ronde des obstinées.

En grève depuis fin janvier et bloqué par une décision de l'AG des personnels, le 3 mars, les étudiants de bordeaux multiplient les actions pour lutter contre les réformes Pécresse. Les personnels et les étudiant.e.s ont demandé en AG que la validation de l'année s'effectue sur le semestre précédent ce qui prouve leur détermination à continuer la lutte. Une ronde des obstinées contre les réformes Pécresse a commencé le 10 avril à Bordeaux et ne s'arrêtera pas tant que les réformes ne seront pas retirées. La ronde infinie des obstinés est née d'un appel lancé de Paris le 23 mars par une soixantaine de personnes qui ont tourné pendant une heure pour protester contre les réformes. Depuis cette ronde tourne obstinément, jour et nuit place de grève à Paris. Dès lors à Lyon, à Poitiers, à Lille, à Toulouse, à Clermont-Ferrand et à Strasbourg, une multitude de ronde ont fleuries dans différentes villes. Cette action donne la mesure de la détermination de ce mouvement et de notre capacité de résistance !

Et Saint-Etienne ?

Bordeaux III : Bloquée depuis dix semaines. A Bordeaux comme ailleurs la stratégie de Pécressement du gouvernement et le chantage des examens de révéle inefficace car l'A.G. a voté la validation de l'année sur les semestres impaires avec rattrapage pour ceux qui n'ont pas eu ces semestres.

Montpellier II : L'A.G. vote la validation du semestre qui induit que les deux mois d'exams à venir seront remplacé par deux mois de cours alternatifs et de mobilisation.

Lyon I : L'A.G. des personnels s'est prononcée pour un semestre avec une moyenne de dix minimum avec bénéfice des notes au dessus de dix au semestre impaire.

Dans de nombreuses universités, on constate la volonté du mouvement de se faire entendre et d'anticiper la validation.

Lyon II : annulation du CEVU et C.A.

Caen : annulation du C.A. extraordinaire.

Rennes II : blocage du CEVU.

Toulouse II : occupation de la présidence et en signifiant au président qu'il n'était pas reconnu comme légitime.

## e) Point Europe + Point Louvain :

Appel pour un contre-sommet européen à Louvain contre le processus de Bologne, 28 et 29 avril,

APPEL : « LE PIRE ENNEMI DU SAVOIR N'EST PAS L'IGNORANCE MAIS L'ILLUSION DU SAVOIR »

Dimanche 22 février 2009, par Vague européenne :

« C'est la crise ! » est la phrase la plus prononcée durant ces derniers mois. Oui, c'est la crise. Une crise économique traverse la société. Mais la crise est aussi sociale, culturelle, environnementale, en un mot elle est générale. Si l'implosion du système économique et financier est aujourd'hui utilisée comme un argument pour accélérer la marchandisation de nos vies, des biens et des services publics, précarisant encore plus le travail, nous ne sommes pas dupes.

En Grèce, la jeunesse et les travailleurs se sont insurgés, dans tous les espaces publics, contre leur gouvernement corrompu et ses réformes néo-libérales. En Espagne, on ne compte plus le nombre de facultés occupées ces dernières années, mobilisées contre le processus de Bologne. En Italie, depuis plus de trois mois, le monde de l'éducation est en révolte, et les facultés construisent, jour après jour, une autre réforme du système universitaire. En France, les lycéens, les enseignants et les chercheurs manifestent contre les réformes gouvernementales du système éducatif, tout comme les étudiants l'an dernier contre la loi d'autonomie des universités (LRU). De l'Allemagne a été lancée l'idée d'une « Global week of action » avec au centre le thème de l'éducation.

Toutes ces mobilisations s'opposent à des réformes qui ne sont ni sectorielles, ni nationales mais la poursuite de logiques néolibérales imposées à l'échelle mondiale. On assiste à une privatisation sauvage de l'instruction et à l'asservissement de l'enseignement supérieur au pouvoir économique. Les mouvements débordent largement le cadre universitaire et le monde de l'éducation. Les barrières mentales, physiques et techniques que les gouvernants construisent consciencieusement à coups de matraque et d'enfumages médiatiques ne sont que le moyen de restreindre nos libertés, notre émancipation, nos aspirations. Nous nous rassemblons peu à peu dans la même direction : une opposition radicale à la rentabilisation des biens communs.

Nous voulons faire des universités des lieux de rassemblement, de rencontre, de savoir libre et émancipateur. L'éducation est indissociable de la socialisation.

Les mesures politiques qui construisent et nous enrôlent dans ce projet de société, par la transformation et les réformes des systèmes d'éducation, s'inscrivent dans le processus de Bologne adopté en 1999 par les gouvernements de 46 États européens.

Le 28 et 29 avril à Louvain et Louvain La Neuve en Belgique se réunit, comme tous les deux ans, la conférence ministérielle pour « évaluer les progrès accomplis et les nouvelles mesures à mettre en place » et pour faire le point sur les réformes universitaires engagées et celles à mettre en oeuvre. A-t-on demandé leur avis aux étudiants, aux enseignants et chercheurs, aux

personnels, aux travailleurs de l'Europe ? Outre les ministres de l'éducation seront aussi présents des membres consultatifs tels que Business Europe (organisation patronale européenne) et l'ESU (European Student Union) pour faire le bilan de ce Processus.

AGISSONS MAINTENANT !!! L'instruction est comme la liberté : elle ne se donne pas, elle se prend ! Rencontrons-nous à Louvain.

Les puissants de toute l'Europe se réunissent donc pour parler de notre éducation, de notre futur et nous qui concrètement vivons et construisons cette société, nous ne pouvons pas manquer au rendez-vous. Nous sommes devant une occasion unique pour contester ce Processus, pour unir l'élan des mobilisations locales dans une optique qui dépasse les frontières nationales, pour commencer à construire et partager un savoir loin de toute logique économique, libre et accessible à tous.

Nous appelons donc les assemblées générales, les mouvements, les facultés occupées, les collectifs, les organisations syndicales et politiques et toutes personnes à un CONTRE-SOMMET EUROPÉEN. Partageons nos expériences et stratégies, établissons un réseau, donnons à nos révoltes partout en Europe un souffle encore plus puissant.

Nous appelons aussi à faire passer (et traduire) cet appel dans toutes les assemblées générales des universités, dans toutes les coordinations nationales des mouvements, dans les facultés occupées, dans tous les lieux de travail et d'éducation.

## II) :

### a) Où en sont les réformes ? :

Le passage en force des réformes ! :

Le projet de décret modifiant le statut des enseignants-chercheurs a été un des éléments déclencheurs du mouvement de grève de la communauté universitaire et ce dès janvier 2009. Mardi 21 Avril, le décret a été adopté par le conseil d'état et validé le lendemain en conseil des ministres !  
Devant la mobilisation et la détermination du mouvement de grève le gouvernement a choisi le passage en force ! Ce décret est une attaque frontale contre le coeur du métier universitaire, son indépendance et sa liberté !

De même, l'accord avec le Vatican sur la reconnaissance des diplômes issus des universités catholiques a été officialisée par un décret paru dimanche dernier au Journal officiel. Désormais, en vertu de ces nouvelles dispositions, la France, dite République laïque, reconnaît les diplômes de l'enseignement supérieur catholique délivrés par le Saint-siège à égalité avec les diplômes décernés par l'enseignement supérieur public ! Il s'agit clairement d'une attaque contre la laïcité !

Nous n'avons rien obtenu concernant la LRU, la Masterisation, le plan campus, la suppression des postes.  
Face aux passages en force et la répression de la mobilisation par le gouvernement, réagissons et résistons !

## III) :

### a) Actions à venir :

Le 28/04 : Saint Valérie : faisons lui sa fête = manifestation masquée pour le décret interdisant le port de la cagoule en manifestation : RDV 11H devant Tréfilerie.  
01/05 : Manifestation.

### b) Université Solidaire :

Voir Programme.

## IV) :

a) Vote de la Grève : 298 contre; 36 abstentions; 442 pour = 776 votants.

### b) Discussion modes d'actions :

Ci-dessous une intervention d'une gréviste pour lancer le débat sur les modes d'actions, où il est question du blocage et des bloqueurs.

#### Qui sont les "bloqueurs" ? :

On présente souvent les bloqueurs comme un groupe très cohérent, très radical. On a vu par exemple fleurir ici, la semaine passée l'expression "les agités du blocage", comme si à Saint-Etienne, il y avait un groupe de forcenés voulant à toute force bloquer l'Université. De plus l'expression "agité" permet de suggérer qu'il s'agit d'agitateurs, des gens voulant juste de l'agitation sans rien de bien construit derrière. Dans le même ordre d'idées, le député Rocheboine a parlé à l'assemblée nationale d'un "groupuscule organisé", sous-entendu très radical qui noyauterait le mouvement. En fait, on retrouve la même phraséologie chez tous ceux qui veulent briser le mouvement. Et ceci n'est pas nouveau, on retrouve toujours le même type de propagande lors des mouvements sociaux. En présentant les grévistes comme un groupe ultra-radical et très homogène, le but est de faire peur, en utilisant un discours ultra-simplificateur, réduisant toute la complexité de la réalité à une opposition binaire.

Mais la réalité est toute autre. Sur le terrain, on compte ici à Saint-Etienne, une bonne centaine de grévistes mobilisés. Et ce groupe est très hétérogène. Certain.e.s sont pour des pratiques radicales, d'autres non. Et le blocage et ses modalités font bien entendu débat au sein des grévistes. Après, si les grévistes se transforment en "bloqueurs", c'est parce que le blocage est voté en AG, après un débat contradictoire. Le blocage n'est jamais imposé par une minorité. Il est voté en AG et les grévistes présents sur le terrain le mettent en oeuvre. Ainsi, prétendre que le blocage est le fait d'une minorité, d'un groupuscule hyper radical et très cohérent est un mensonge.

En revanche, nous avons découvert cette année à Saint-Etienne un tel groupuscule dans le "camp des anti-bloqueurs". Ce groupe peu nombreux est très organisé, puisqu'il peut réagir de façon très rapide et cohérente, comme la semaine passée, à l'issue de l'AG où ils et elles se sont retrouvés dans le hall pour arracher toutes les affiches et saccager le matériel des grévistes. Tous.e.s étaient affublés d'un autocollant revendiquant ainsi l'appartenance à un même groupe intitulé "Le collectif étudiant Tu débloques ?!"... Et en plus de saccage et de dégâts matériels, ces gens se sont également rendus coupables de violences physiques contre les grévistes. Ceci s'est produit vendredi passé, en amphithéâtre de licence 3 de droit, auquel nous (un petit groupe de grévistes) avons rendu visite après la "manifestation de droite". Nous avions prévenu qu'il ne s'agissait pas d'un débrayage, mais simplement une courte visite. Nous avons crié quelques slogans, chanté la Marseillaise et nous étions sur le départ, quand 5 ou 6 étudiants de droit nous ont bondi dessus, nous arrachant violemment nos pancartes et nous poussant brutalement vers la porte...

C'est donc bien du côté des "anti-bloqueurs" que l'on trouverait plutôt un ou des groupuscules organisés ultra-radicaux et violents.

#### Pourquoi bloquer l'université ?

1) Le blocage s'est imposé comme mode d'action dans les mobilisations étudiantes au cours des dernières années. Ce mode d'action parfois qualifié de radical s'est imposé parce que les modes d'actions plus "doux" comme les manifestations bien dans les clous ou la grève étudiante, qui ne sert qu'à pénaliser les grévistes eux-mêmes... cela n'a aucun effet. Pour que les choses bougent, pour qu'un rapport de force s'instaure, il faut que ça dérange. Cela ne correspond pas à une volonté a priori des grévistes. C'est comme cela que cela se passe dans notre société.

Pour la lutte en cours, il a fallu plusieurs semaines de blocage pour que les choses bougent et pour que notre président commence à comprendre. Il l'a confirmé dans le cadre du CEVU, mais dès le 18 avril, il disait dans la lettre qu'il a envoyée à l'ensemble des étudiants et des personnels : "Cette mobilisation a permis des avancées certaines (...) Les acquis sont tangibles, ils correspondent à ce que souhaite la majorité de notre communauté, même si l'ensemble des revendications ne sont pas satisfaites et que certaines peuvent encore être obtenues. En particulier, la suppression des postes BIATOS, postes essentiels au fonctionnement et au développement de notre université, demeure inacceptable."

2) En plus de cette nécessité tactique, le blocage et l'occupation collective de la fac est en soi un acte de résistance essentiel. C'est un acte de résistance par rapport à cette société qui veut toujours plus nous individualiser, nous couper les uns des autres, nous cantonner dans le chacun pour soi. Partout où nous créons du collectif, nous résistons et c'est ce que nous faisons ici. Dans cette université où habituellement les individus se croisent sans se rencontrer, nous faisons véritablement société, étudiants, enseignants et personnels. Nous apprenons à nous connaître, créons des liens, nous échangeons, dans le respect les uns des autres... Nous construisons une vraie force collective, basée sur la solidarité. Et là-dessus notre président nous rejoint aussi puisque dans sa lettre du 18 avril, il dit qu'il souhaite "retrouver la solidarité entre tous, étudiants, enseignants-chercheurs et personnels administratifs, techniques et scientifiques qui nous est indispensable pour défendre l'université de qualité (...) que nous souhaitons".

3) Enfin, le blocage permet de faire d'autres choses dans l'université. Parmi toutes les actions proposées par les grévistes, il convient particulièrement de citer l'université solidaire, cadre dans lequel nous avons pu continuer à assurer la transmission des connaissances et mener des réflexions collectives, et tout ceci en dehors des carcans de l'évaluation et de la professionnalisation. Notre président, toujours dans la même lettre, a d'ailleurs souligné que la mobilisation "s'est également accompagnée localement d'initiatives intéressantes qui ont su décloisonner les domaines de compétence et mieux ouvrir l'université sur la ville".

Le blocage de l'université c'est finalement l'occasion de faire l'université que nous voulons : un lieu de production des savoirs indépendant des pouvoirs politiques et économiques, un lieu de résistance, de contre-pouvoir intellectuel, un lieu d'émancipation collective.

c) Vote blocage : 509 contre; 28 abstentions; 317 pour = 854.